



Service Public
Fédéral
FINANCES

RAPPORT ANNUEL 2021

SPF FINANCES



TABLE DE MATIÈRES

MOT DU PRÉSIDENT	5
RECETTES	6
Recettes du SPF Finances.....	6
Résumé des recettes fiscales.....	6
Recettes attribuées à d'autres pouvoirs	6
Recettes provenant de la vente de biens meubles et immeubles.....	6
Successions en déshérence	7
Avoirs dormants	7
e-DEPO	7
CITOYENS ET ENTREPRISES.....	8
Nombre de contribuables/assujettis au 31 décembre 2021	8
Matières fiscales	8
Nombre de propriétaires d'un bien immeuble au 1 janvier 2021	8
Décès/déclarations de succession à Bruxelles et en Wallonie	8
RESSOURCES HUMAINES ET LOGISTIQUE	10
Budget de fonctionnement du SPF Finances.....	10
Nombre total de collaborateurs au sein du SPF Finances.....	10
Nouveaux membres du personnel	10
Collaboratrices dans une fonction cadre.....	11
Formations	11
Bâtiments SPF Finances.....	11
Bibliothèque North Galaxy Bruxelles.....	11
IMPÔTS	12
Propositions de déclaration simplifiée (ou pds).....	12
Co-operative Tax Compliance Programme (CTCP)	12
Tax shelter.....	12
Nombre total de conventions-cadres.....	12
Montant total des investissements	12
Nombre total de dossiers traités	13
Versements anticipés	13
Revenu cadastral	13
Collaboration international : échange de renseignements.....	13
PAIEMENT ET REMBOURSEMENT	15
Dettes traitées	15
Remboursements traités en matière de contributions directes.....	15
Service des créances alimentaires (SECAL)	15
Dettes perçues ou recouvrées	15

Perception des droits de mise au rôle.....	15
TRÉSORERIE.....	16
Recettes non fiscales de la trésorerie.....	16
Monnaie Royale de Belgique.....	16
Régime de garantie fédéral.....	16
PATRIMOINE.....	17
Transactions immobilières.....	17
Formalités hypothécaires et actes authentiques mutatifs.....	17
Nombres d'habitations vendues.....	17
Valeurs médianes des habitations.....	18
Délivrance d'information patrimoniale.....	19
Nombre de certificats hypothécaires délivrés.....	19
Nombre de titres de propriété délivrés.....	19
Nombre de certificats d'hérédité délivrés.....	19
Nombre d'extraits cadastraux délivrés.....	19
Loyer médian des habitations.....	20
Registre national des gages.....	20
DOUANE.....	22
Quantité de contrefaçons constatées et saisies.....	22
Contrôles des véhicules par les équipes mobiles.....	22
Gasoil rouge.....	22
Transport d'huiles minérales.....	22
Taxes de circulation.....	23
Transports rémunérés de marchandises.....	23
Réglementations diverses en matière de transport de marchandises.....	23
Stupéfiants.....	24
Accises.....	24
Saisies de drogues.....	24
Saisies de cigarettes illégales.....	24
Amendes pénales récupérées par la douane.....	25
Authorised Economic Operator (AEO).....	25
Customs Competence Centers (3C).....	25
Renseignements Tarifaires Contraignants (RTC).....	25
Laboratoire des douanes.....	26
CONTRÔLES.....	27
Nombre de déclarations vérifiées/vérifications effectuées et montant des majorations de revenus/de la TVA mise en recouvrement.....	27
Nombre d'établissements horeca qui utilisent le système de caisse enregistreuse.....	27
Nombre de contrôles avec E-audit.....	28
Point de contact central de la Banque Nationale de Belgique (BNB).....	28

Gel des avoirs terroristes	28
Inscription et consultation au registre UBO	28
Pertes fiscales évitées grâce aux actions préventives au niveau Européen	29
Résultats par agent de l'Inspection Spéciale des Impôts (ISI).....	29
SIMPLIFICATION ET AIDE	30
Fonctionnalités dans MyMinfin	30
Évolution du nombre de réclamations introduites via MyMinfin	30
Nombre de demandes de plaques commerciales introduites via MyMinfin	30
Nombre de déclarations introduites via MyMinfin pour bénéficier du taux de TVA de 6 % pour la démolition et la reconstruction d'une habitation	30
Nombre de déclarations de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (MDR-DAC6) introduites via MyMinfin	31
Nombre de paiements effectués via MyMinfin.....	31
Nombre de plans de paiement demandés via MyMinfin	31
Nombre de modifications de numéro de compte effectuées via MyMinfin.....	31
Pourcentage d'extraits cadastraux demandés via MyMinfin	31
Autres e-services.....	32
Nombre de déclarations papier et électroniques par type d'impôt/taxe	32
Nombre de formulaires e604 introduits en ligne.....	32
Nombre d'enregistrements dans le guichet unique One Stop Shop (OSS)	32
Nombre de saisies simplifiées (et dénonciations) traitées via e-Sign	33
Pourcentage des contrats de bail présentés électroniquement à l'enregistrement via MyRent	33
Notifications électroniques envoyées aux notaires via l'application e-Notariat.....	33
Certificats hypothécaires demandés via Self Service Notariat.....	33
Aide aux contribuables	33
Téléphonie centralisée (Contact Center) : nombre de questions reçues par téléphone et par e-mail	33
Aide téléphonique pour le remplissage de la déclaration d'impôt en 2021	34
Nombre de plans de paiement accordés dans le cadre des mesures de soutien pour les victimes des inondations en Wallonie.....	34
Nombre de contribuables en difficulté de paiement contactés proactivement par l'administration	34
Nombre de plaintes reçues, traitées et jugées recevables.....	35

MOT DU PRÉSIDENT

Pour notre organisation, 2021 représente la fin d'un cycle marqué par la démonstration de notre capacité d'adaptation.

D'une part, cette année a encore été touchée par la crise sanitaire. Et comme l'année précédente, nos collaborateurs et collaboratrices ont su gérer les aléas : leur flexibilité et leur engagement nous ont permis de mener à bien [nos missions de service public](#), essentielles au fonctionnement de la Belgique.

D'autre part, cette année signait la fin d'un cycle de trois années durant lesquelles nous nous étions concentrés sur un service adapté à nos différents utilisateurs, le développement de collaborations de qualité avec nos partenaires, l'utilisation intelligente des données et l'amélioration de notre performance. Le cycle suivant nous mènera jusqu'en 2024 avec, dans le viseur, trois nouvelles ambitions :

- offrir une prestation de services sur mesure, c'est-à-dire automatique et numérisée au maximum, avec des interactions simples et une collaboration durable ;
- être une organisation intelligente qui consacre un maximum d'efforts à la qualité, l'utilisation et l'échange des données ;
- être un employeur orienté futur, moderne et dynamique, offrant un environnement de travail attrayant dans lequel les collaborateurs et collaboratrices se sentent impliqués.

Dans ce rapport annuel, vous pourrez découvrir les résultats marquants de nos activités clés qui reflètent à la fois cet engagement et cette flexibilité de chacun de nos collaborateurs et collaboratrices, mais aussi la réussite de nos ambitions stratégiques. Des chiffres plus détaillés sont disponibles sur la page [Statistiques et analyses](#) de notre site web.

Bonne lecture !

Hans D'Hondt
Président du Comité de direction

RECETTES

RECETTES DU SPF FINANCES

Recettes non fiscales : 4.918,4 millions d'euros

Recettes fiscales : 120.182,2 millions d'euros

Total : 125.101,2 millions d'euros

RÉSUMÉ DES RECETTES FISCALES

PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL	46.498,4
TVA	33.414,2
VERSEMENTS ANTICIPÉS	17.049,9
ACCISES	9.448,6
RÔLES SOCIÉTÉS	3.235,3
PRÉCOMPTE MOBILIER	3.933,3
DROITS DIVERS ET TAXES	3.429,4
DROITS DOUANES	2.383,1
DROITS D'ENREGISTREMENT	2.472,6
DROITS DE SUCCESSION	1.279,9
RÔLES IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES	-4.917,7
DIVERS	1.955,8

Tableau 1. Valeurs en millions d'euros

RECETTES ATTRIBUÉES À D'AUTRES POUVOIRS

Total : 73.877,5 millions d'euros

COMMUNAUTÉS	26.445,6
RÉGIONS	20.162,6
SÉCURITÉ SOCIALE	20.488,0
COMMUNES	3.300,1
UNION EUROPÉENNE	2.973,5
AUTRES	507,6

Tableau 2. Valeurs en millions d'euros

RECETTES PROVENANT DE LA VENTE DE BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

83,36 millions d'euros : produits des ventes des biens immeubles

Le comité d'acquisition fédéral a pour mission d'acquérir, de vendre et d'exproprier des biens immobiliers pour le compte de l'État fédéral.

17,91 millions d'euros : produits des ventes des biens meubles

Les Fin Shops vendent, pour le compte de l'État fédéral, des Communautés et Régions :

- des biens meubles qui ne sont plus utilisés par les autorités publiques (par exemple : des meubles de bureau, des véhicules, du matériel informatique)
- des biens meubles saisis ou confisqués (par exemple : des véhicules, des meubles divers, des bijoux)

2,95 millions d'euros : produits des ventes de coupes de bois

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les Fin Shops ne vendent plus les coupes de bois des forêts régionales. Le produit de la vente des coupes de bois est limité à celui des forêts fédérales. D'où la forte baisse par rapport à 2020 (10,38 millions d'euros).

SUCCESSIONS EN DÉSHÉRENCE

23,99 millions d'euros : Recettes des successions en déshérence

AVOIRS DORMANTS

2.050 remboursements pour un montant total de **13 millions d'euros**.

E-DEPO

387.500 dossiers

407.626 utilisateurs uniques

e-DEPO est l'application qui vous permet d'effectuer un dépôt en ligne (par exemple, une caution) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

CIToyENS ET ENTREPRISES

NOMBRE DE CONTRIBUABLES/ASSUJETTIS AU 31 DÉCEMBRE 2021

MATIÈRES FISCALES

IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES	7.172.893
TVA	1.049.536
IMPÔT DES NON-RÉSIDENTS - PERSONNES PHYSIQUES	293.317
IMPÔT DES NON-RÉSIDENTS - SOCIÉTÉS	14.032
IMPÔT DES PERSONNES MORALES	99.806
IMPÔT DES SOCIÉTÉS	486.655

NOMBRE DE PROPRIÉTAIRES D'UN BIEN IMMEUBLE AU 1 JANVIER 2021

2019	5.953.976
2020	5.992.713
2021	6.000.893

Les trois dernières années, nous ne constatons pas de fluctuations pertinentes dans le nombre de propriétaires.

DÉCÈS/DÉCLARATIONS DE SUCCESSION À BRUXELLES ET EN WALLONIE

Année	Décès à Bruxelles	Décès en Wallonie	Déclarations de succession à Bruxelles et en Wallonie
2015	10.113	40.558	45.844
2016	10.260	39.830	45.260
2017	10.349	40.062	45.550
2018	10.251	40.248	45.662
2019	10.197	39.595	45.277
2020	11.836	46.568	45.951
2021	9.685	40.468	52.225

Ces chiffres ne concernent que les Régions wallonne et bruxelloise, le SPF Finances n'étant plus compétent pour le calcul des droits de succession en Flandre depuis 2015.

Après le pic de décès constaté en 2020 suite aux 2 premières vagues de la Covid-19, nous observons en 2021 une mortalité comparable aux années antérieures.

Par rapport à 2020, le nombre de déclarations de succession déposées auprès du SPF Finances a augmenté de 13,5 %, suite à la forte augmentation des décès en 2020.

Une première hausse des déclarations déposées a été constatée en septembre et octobre 2020 (suite à la première vague de la Covid-19 et à la fin des mesures de tolérance administrative). Une seconde hausse, encore plus marquée, a été observée de mars à juin 2021, conséquence de la hausse de la mortalité à l'automne 2020 (2e vague de la Covid-19).

HUMAINES ET LOGISTIQUE

RESSOURCES

BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU SPF FINANCES

[Plus d'informations sur le budget de fonctionnement 2021 sur le site web du SPF Finances.](#)

NOMBRE TOTAL DE COLLABORATEURS AU SEIN DU SPF FINANCES

20.347 : nombre total de collaborateurs au 31 décembre 2021

18.216 : nombre de collaborateurs au sein des administrations générales :

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA FISCALITÉ	7.406
ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA PERCEPTION ET DU RECOUVREMENT	2.835
ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES DOUANES ET ACCISES	3.311
ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INSPECTION SPÉCIALE DES IMPÔTS	627
ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA DOCUMENTATION PATRIMONIALE	3.711
ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA TRÉSORERIE	166
ADMINISTRATION GÉNÉRALE EXPERTISE ET SUPPORT STRATÉGIQUES	160

1.706 : nombre de collaborateurs au sein des services d'encadrement :

SERVICE D'ENCADREMENT PERSONNEL ET ORGANISATION	440
SERVICE D'ENCADREMENT TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	713
SERVICE D'ENCADREMENT BUDGET ET CONTRÔLE DE GESTION	553

425 : nombre de collaborateurs au sein des Services du Président et des services autonomes :

SERVICES DU PRÉSIDENT	257
SERVICES AUTONOMES	168

NOUVEAUX MEMBRES DU PERSONNEL

1.957 : nouveaux membres du personnel recrutés (situation au 31 décembre 2021)

Répartition par niveau :

Niveau A	550
Niveau B	1.020
Niveau C	369
Niveau D	18

COLLABORATRICES DANS UNE FONCTION CADRE

41,2 % de toutes les fonctions cadre (A3 et plus) étaient occupées par des femmes (situation au 31 décembre 2021).

En 2020, ce pourcentage était de 39,6 %.

En 2019, ce pourcentage était de 38,1 %.

Précision : le pourcentage hommes-femmes au niveau A :

Année	Hommes	Femmes
2021	47	53
2020	46	54
2019	45	55

FORMATIONS

70.842 : nombre de jours de formation au 31 décembre 2021

2020	41.388
2019	1.940
2018	1.882

BÂTIMENTS SPF FINANCES

Nombre total de bâtiments en Belgique : 133 (moins 9 % par rapport à 2020)

Nombres de sites par province et en Région de Bruxelles-Capitale :

Flandre occidentale	9
Flandre orientale	16
Anvers	24
Limbourg	4
Brabant flamand	13
Brabant wallon	5
Hainaut	16
Namur	8
Liège	20
Luxembourg	5
Région de Bruxelles-Capitale	13

BIBLIOTHÈQUE NORTH GALAXY BRUXELLES

499 visiteurs / sur place. En raison de sa fermeture obligatoire, le nombre de visiteurs de la bibliothèque était inférieur qu'en période pré-corona.

1.338 visiteurs / digital

306.556 ouvrages disponibles

185 revues disponibles

28 magazines disponibles

IMPÔTS

Prélèvement des impôts de manière juste et dans les temps.

PROPOSITIONS DE DÉCLARATION SIMPLIFIÉE (PDS)

Évolution du nombre de propositions de déclaration simplifiée envoyées (par année d'imposition) :

2017	2.196.541
2018	3.022.116
2019	3.192.489
2020	3.897.118
2021	3.714.985

[Plus d'informations sur les propositions de déclaration simplifiée \(PDS\) sur le site web du SPF Finances.](#)

CO-OPERATIVE TAX COMPLIANCE PROGRAMME (CTCP)

8 groupes d'entreprises participent au projet Co-operative Tax Compliance Programme

Le Co-operative Tax Compliance Programme (CTCP) offre aux très grandes entreprises une nouvelle manière de collaborer avec le SPF Finances dans une relation basée sur une confiance légitime et la transparence. En 2021, un groupe entreprise participant a intégré la phase opérationnelle pour participer activement au programme. Les sept autres qui y participent sont dans la phase d'*intake* dans laquelle ils discutent des principes clés du programme avec l'Administration Grandes Entreprises.

[Plus d'informations sur le Co-operative Tax Compliance Programme sur le site web du SPF Finances.](#)

TAX SHELTER

NOMBRE TOTAL DE CONVENTIONS-CADRES

2019	5.667
2020	4.141
2021	3.665

MONTANT TOTAL DES INVESTISSEMENTS

2019	195.392.961 euros
2020	162.242.162 euros
2021	180.749.668 euros

NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS TRAITÉS

2019	300
2020	337
2021	287

Le Tax Shelter est un incitant fiscal destiné à encourager la production d'œuvres audiovisuelles et scéniques. Il permet aux sociétés belges ou étrangères établies en Belgique d'investir dans des œuvres destinées aux films, à la télévision, au théâtre ou aux salles de concert et d'obtenir en contrepartie un avantage fiscal.

[Plus d'informations sur le Tax Shelter sur le site web du SPF Finances.](#)
[Plus de chiffres sur le Tax Shelter \(Excel\).](#)

VERSEMENTS ANTICIPÉS

2019	16,2 milliards d'euros
2020	13,9 milliards d'euros
2021	17,0 milliards d'euros

Il y a eu une hausse de 22,3 % entre 2020 et 2021.

REVENU CADASTRAL

Nombre de notifications du revenu cadastral envoyées

2018	264.165
2019	252.356
2020	275.393
2021	255.685

Après une augmentation sensible en 2020, le nombre de revenus cadastraux notifiés a baissé en 2021. Cette baisse est surtout due au fait qu'en 2020, de nombreuses notifications étaient la conséquence du rattrapage des permis d'urbanisme de 2018 et 2019 qui n'avaient pas été transmis en intégralité par la Région flamande.

Par contre, le nombre de nouvelles constructions n'a pas baissé. Les notifications de revenu cadastral pour cause de transformations, quant à elles, sont même en hausse. Ces transformations concernent principalement des rénovations récentes mais aussi plus anciennes (dont la fin des travaux a été notifiée tardivement). En 2021, l'Administration Mesures et Évaluations du SPF Finances a en effet poursuivi les opérations de régularisation des revenus cadastraux (data quality) suite à des transformations non déclarées (notamment des travaux ne nécessitant pas de permis).

COLLABORATION INTERNATIONALE : ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Nombre renseignements échangés par la Fiscalité (AGFisc), les Douanes et Accises (AGD&A) et l'Inspection spéciale des Impôts (AGISI) dans le cadre de la coopération internationale

Administration générale	Nombre de dossiers envoyés lors d'échanges spontanés	Nombre de dossiers reçus lors d'échanges spontanés
AGFisc (impôts sur les revenus)	269	623
AGD&A	75	316
AGISI	25	8

Administration générale	Nombre de dossiers envoyés lors d'échanges sur demande	Nombre de dossiers reçus lors d'échanges sur demande
AGFisc (impôts sur les revenus)	304	998
AGD&A	716	799
AGISI	191	7

Administration générale	Nombre de renseignements envoyés lors d'échanges automatiques	Nombre de renseignements reçus lors d'échanges automatiques
AGFisc (impôts sur les revenus)	2.687.844	2.816.357

[Plus de chiffres opérationnels sur les collaborations sur le site web du SPF Finances.](#)

PAIEMENT ET REMBOURSEMENT

Perception, recouvrement et remboursement des impôts et autres dettes de manière juste et dans les temps.

DETTES TRAITÉES

Le SPF Finances a traité 3,57 millions de dettes, pour un montant total de 14,3 milliards d'euros. 61 % d'entre elles ont été payées spontanément.

Le SPF Finances a mené 425.030 actions de recouvrement, réparties de la façon suivante :

- 102.026 notifications de dettes envoyées aux notaires ;
- 73.544 missions données aux huissiers de justice ;
- 249.460 saisies sur salaire, comptes bancaires, auprès de clients et locataires...

Le SPF Finances a accordé 315.906 plans de paiement.

REMBOURSEMENTS TRAITÉS EN MATIÈRE DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

98,73 % : pourcentage de remboursements traités dans les deux mois.

Sur 4.282.455 remboursements (contributions directes), 98,73 % ont été liquidés dans le délai légal de liquidation.

SERVICE DES CRÉANCES ALIMENTAIRES (SECAL)

33,9 millions d'euros : montant total payé à titre d'avances sur pension alimentaire par le Service des Créances alimentaires.

Sur une moyenne d'un mois, 20.700 enfants ont reçu une avance sur pension alimentaire.

DETTES PERÇUES OU RECOUVRÉES

45,3 millions d'euros par agent | Montant moyen de dettes perçues ou recouvrées par les services concernés

109,4 milliards d'euros au total

PERCEPTION DES DROITS DE MISE AU RÔLE

420.505: nombre de dossiers pour lesquels le SPF Finances a perçu des droits de mise au rôle, pour un montant de 36,2 millions d'euros

Le droit de mise au rôle est une taxe pour l'inscription d'une affaire à l'agenda de la Cour. Elle est établie par le SPF Finances, sur la base des données fournies par le SPF Justice. Depuis fin 2019, le droit de mise au rôle doit être perçu après le traitement de l'affaire par la Justice. Ce changement vient de la volonté de rendre le droit à la Justice plus accessible. Désormais, le SPF Finances envoie donc l'avis de paiement à la fin de la procédure.

En 2021, 23,9 millions d'euros ont été perçus, soit 79 % des droits relatifs à 412.394 dossiers.

TRÉSORERIE

Garantir les engagements financiers de l'État.

RECETTES NON FISCALES DE LA TRÉSORERIE

2020 : **1.050,1 millions d'euros** dont 1,7 million d'euros de dividendes

2021 : **1.472,9 millions d'euros** dont 820,4 millions d'euros de dividendes

Commentaire :

En raison de la crise du coronavirus, la Banque centrale européenne a décrété un moratoire sur le versement des dividendes en 2020. Ce qui explique pourquoi seulement 1,7 million d'euros de dividendes de participations de l'État dans les institutions financières ont été versés cette année-là. En 2021, les dividendes se sont élevées à 820,4 millions d'euros.

MONNAIE ROYALE DE BELGIQUE

Nombre de pièces en circulation commandées :

2016	77.175.000
2017	58.079.000
2018	17.600.000
2019	51.200.000
2020	600.000
2021	0

La crise du coronavirus a contribué à l'absence des commandes de pièces en circulation. Mais le stock de pièces déjà constitué ainsi que les opérations d'échange efficaces visant à optimiser ce stock ont également joué un rôle important en réduisant la nécessité de commander.

Nombre de pièces dont l'authenticité a été contrôlée :

2016	1.069.236.309
2017	1.29.808.754
2018	981.388.161
2019	959.271.402
2020	569.481.191
2021	445.358.654

Le laboratoire du Centre national d'analyse des pièces (CNAC) s'occupe du dépistage des fausses pièces. En 2021, les contrôles d'authenticité ont baissé de 21,8 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique par la diminution de l'utilisation de l'argent liquide (une tendance déjà observée depuis 2015) et par la crise du coronavirus.

RÉGIME DE GARANTIE FÉDÉRAL

En 2021, le montant des crédits accordés s'est élevé à 614,4 millions d'euros.

PATRIMOINE

Gestion fiable de toutes les données patrimoniales.

TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

FORMALITÉS HYPOTHÉCAIRES ET ACTES AUTHENTIQUES MUTATIFS

(Transactions à traiter par l'administration)

Formalités hypothécaires :

2019	707.924
2020	640.436
2021	718.692

Mutations actes authentiques :

2019	337.747
2020	305.592
2021	354.014

Commentaire :

En lien avec les transactions immobilières, le gouvernement a mis en place une série de mesures de soutien fiscales sous forme de mandats notariés, exemptions...

Dans le cadre de ces mesures, l'Administration Sécurité juridique du SPF Finances a procédé en 2021 à 696 restitutions (droits d'enregistrement, droits d'hypothèques et droits d'écriture) pour un montant de 1.355.376 euros. Au total, en deux ans, ce sont plus de 1,7 million d'euros qui ont été restitués grâce à ces mesures de soutien.

NOMBRES D'HABITATIONS VENDUES

Année	Type de biens	Nombre d'habitations vendues
2017	Appartements	31.249
2017	Maisons	61.248
2017	Villas	29.057
2018	Appartements	33.627
2018	Maisons	63.757
2018	Villas	31.251
2019	Appartements	37.751
2019	Maisons	73.510
2019	Villas	35.100
2020	Appartements	33.278
2020	Maisons	57.102
2020	Villas	29.163
2021	Appartements	43.670
2021	Maisons	66.335
2021	Appartements	31.891

Après une année 2020 largement impactée par la crise sanitaire (-18 % de ventes d'habitation), l'activité est repartie à la hausse dans le secteur immobilier (+19 %). Il faut toutefois nuancer les évolutions par type de bien et par Région.

Le segment des appartements a largement dépassé (+15 %) le nombre de transactions enregistrées en 2019 (déjà record, surtout en Flandre juste avant la suppression du bonus logement par la Région flamande).

Pour les maisons, les transactions ont augmenté de 16 % par rapport à 2020. Mais, si les maisons se sont (légèrement) plus vendues en Wallonie et à Bruxelles qu'en 2019, ce n'est pas le cas en Flandre (-15,7 % par rapport à 2019, mais +4 % par rapport à 2018).

Comme les maisons, les villas se sont mieux vendues qu'en 2020, mais moins bien qu'en 2019. Le marché reste relativement stable en Wallonie (légère hausse) et à Bruxelles (légère baisse). En Flandre, le marché est repartie à la hausse pour les maisons (+19 %) et les villas (+12 %), sans pour autant dépasser le nombre de transactions comptabilisées en 2019 (juste avant la suppression du bonus logement au 1^{er} janvier 2020).

VALEURS MÉDIANES DES HABITATIONS

(selon le type de bien en euros)

Par province :

Provinces	Types d'habitations	Valeurs médianes
Province d'Anvers	Appartements	220.000 euros
Province d'Anvers	Maisons	295.000 euros
Province d'Anvers	Villas	389.000 euros
Province de Flandre occidentale	Appartements	216.000 euros
Province de Flandre occidentale	Maisons	230.000 euros
Province de Flandre occidentale	Villas	367.000 euros
Province de Flandre orientale	Appartements	230.000 euros
Province de Flandre orientale	Maisons	260.000 euros
Province de Flandre orientale	Villas	392.000 euros
Province de Liège	Appartements	167.000 euros
Province de Liège	Maisons	172.000 euros
Province de Liège	Villas	270.000 euros
Province de Namur	Appartements	170.000 euros
Province de Namur	Maisons	180.000 euros
Province de Namur	Villas	240.000 euros
Province du Brabant flamand	Appartements	242.250 euros
Province du Brabant flamand	Maisons	319.000 euros
Province du Brabant flamand	Villas	425.000 euros
Province du Brabant wallon	Appartements	230.000 euros
Province du Brabant wallon	Maisons	320.000 euros
Province du Brabant wallon	Villas	445.000 euros
Province du Hainaut	Appartements	148.000 euros
Province du Hainaut	Maisons	145.000 euros
Province du Hainaut	Villas	250.000 euros
Province du Limbourg	Appartements	208.000 euros
Province du Limbourg	Maisons	220.000 euros
Province du Limbourg	Villas	286.000 euros
Province du Luxembourg	Appartements	182.500 euros
Province du Luxembourg	Maisons	180.000 euros
Province du Luxembourg	Villas	250.000 euros

Par Région :

Régions	Types d'habitations	Valeurs médianes
Région de Bruxelles-Capitale	Appartements	247.000 euros
Région de Bruxelles-Capitale	Maisons	450.000 euros
Région de Bruxelles-Capitale	Villas	950.000 euros
Région flamande	Appartements	220.000 euros
Région flamande	Maisons	267.000 euros
Région flamande	Villas	372.000 euros
Région wallonne	Appartements	170.000 euros
Région wallonne	Maisons	165.000 euros
Région wallonne	Villas	275.000 euros

DÉLIVRANCE D'INFORMATION PATRIMONIALE

NOMBRE DE CERTIFICATS HYPOTHÉCAIRES DÉLIVRÉS

2019	681.528
2020	653.893
2021	724.683

Un certificat hypothécaire donne la situation d'un bien immeuble. Il mentionne si le bien fait l'objet d'une hypothèque ou d'une saisie.

NOMBRE DE TITRES DE PROPRIÉTÉ DÉLIVRÉS

2019	128.363
2020	130.665
2021	131.888

Un titre de propriété est un document qui prouve qui est le propriétaire d'un certain bien immeuble. Habituellement, l'acte de vente authentique est considéré comme titre de propriété mais cela peut aussi être, par exemple, un acte de donation ou un acte notarié de liquidation et de partage de succession.

NOMBRE DE CERTIFICATS D'HÉRÉDITÉ DÉLIVRÉS

2019	35.967
2020	36.856
2021	35.819

Un certificat d'hérédité est un document qui atteste de l'identité des héritiers et qui permet entre autres d'effectuer le débloqué des comptes bancaires du défunt.

NOMBRE D'EXTRAITS CADASTRAUX DÉLIVRÉS

2019	118.363
2020	110.643
2021	117.458

Un extrait cadastral mentionne l'identité du ou des propriétaire(s) ou ayants droit d'une parcelle patrimoniale, les informations parcellaires et éventuellement fiscales d'un ou plusieurs biens et/ou les informations relatives au revenu cadastral d'un bien.

LOYER MÉDIAN DES HABITATIONS

(selon le type de bien en euros)

Par province :

Provinces	Types de biens	Loyer médian
Province d'Anvers	Appartements	695 euros
Province d'Anvers	Maisons	750 euros
Province de Flandre occidentale	Appartements	580 euros
Province de Flandre occidentale	Maisons	680 euros
Province de Flandre orientale	Appartements	650 euros
Province de Flandre orientale	Maisons	750 euros
Province de Liège	Appartements	560 euros
Province de Liège	Maisons	675 euros
Province de Namur	Appartements	600 euros
Province de Namur	Maisons	740 euros
Province du Brabant flamand	Appartements	700 euros
Province du Brabant flamand	Maisons	825 euros
Province du Brabant wallon	Appartements	740 euros
Province du Brabant wallon	Maisons	990 euros
Province du Hainaut	Appartements	575 euros
Province du Hainaut	Maisons	650 euros
Province du Limbourg	Appartements	660 euros
Province du Limbourg	Maisons	705 euros
Province du Luxembourg	Appartements	640 euros
Province du Luxembourg	Maisons	675 euros

Par Région :

Régions	Types de biens	Loyer médian
Région de Bruxelles-Capitale	Appartements	795 euros
Région de Bruxelles-Capitale	Maisons	880 euros
Région flamande	Appartements	660 euros
Région flamande	Maisons	750 euros
Région wallonne	Appartements	600 euros
Région wallonne	Maisons	690 euros

REGISTRE NATIONAL DES GAGES

Le registre des gages est une application vous permettant d'enregistrer, modifier, renouveler, céder, radier ou consulter un gage ou une réserve de propriété numériquement 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Dorénavant, un utilisateur enregistré (particulier ou organisation) peut alors soumettre quelque chose en gage sans qu'un « transfert physique » ait lieu vers le créancier.

Ceci est un exemple unique d'un libre-service complet en ce qui concerne l'échange de données entre des clients externes et l'Administration Sécurité juridique du SPF Finances.

Nombre de recherches

2019	169.589
2020	148.379
2021	215.999

Nombre de nouveaux utilisateurs

2019	276
2020	171
2021	107

Nombre d'inscriptions

2019	16.397
2020	12.781
2021	14.585

En 2018, tous les gages existants et toujours en cours ont été transférés vers le registre national des gages électronique.

Au 31 décembre 2021, le nombre total d'utilisateurs enregistrés s'élevait à 1.167.

DOUANE

Contrôle ciblé de l'importation, du transit et de l'exportation des marchandises.

QUANTITÉ DE CONTREFAÇONS CONSTATÉES ET SAISIÉS

Nombre total de contrefaçons constatées et saisies : 838.934 articles

Répartition :

PRODUITS ALIMENTAIRES, ALCOOL ET BOISSONS	76.434 articles
PARFUMS ET COSMÉTIQUES	9.430 articles
VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES	69.868 articles
GSM ET ACCESSOIRES	121.233 articles
ÉLECTRO ET MATÉRIEL INFORMATIQUE	26.608 articles
CD, DVD ET CASSETTES VIDÉOS	1.020 articles
MONTRES, BIJOUX, SACS ET PORTEFEUILLES	16.166 articles
JEUX ET GAMES	395.998 articles
MÉDICAMENTS	69.907 articles
AUTRES MARCHANDISES	52.270 articles

CONTRÔLES DES VÉHICULES PAR LES ÉQUIPES MOBILES

GASOIL ROUGE

Le gasoil, également appelé « diesel », peut être à la fois utilisé comme carburant pour les véhicules et comme combustible pour les chaudières. Pour distinguer les deux, une couleur rouge est ajoutée au combustible de chauffage.

Si vous prenez un échantillon d'un véhicule et que le carburant semble rouge, c'est qu'il a été utilisé pour une chaudière.

En 2019, 55.054 véhicules ont été contrôlés pour le gasoil rouge et 1.209 infractions ont été constatées.

En 2020, 22.923 véhicules ont été contrôlés pour le gazole rouge et 837 infractions ont été constatées.

En 2021, 28.021 véhicules ont été contrôlés pour le gazole rouge et 1.819 infractions ont été constatées.

TRANSPORT D'HUILES MINÉRALES

Il s'agit du transport de carburant (autre que dans le réservoir).

2021, 6.081 véhicules ont été contrôlés pour le transport d'huiles minérales et 95 infractions ont été constatées.

En 2020, 3.396 véhicules ont été contrôlés pour le transport d'huiles minérales et 124 infractions ont été constatées.

En 2019, 7.926 véhicules ont été contrôlés pour le transport d'huiles minérales et 135 infractions ont été constatées.

TAXES DE CIRCULATION

En 2021, 138 véhicules ont été contrôlés pour le paiement de la taxe de circulation et 33 infractions ont été constatées.

En 2020, 16 véhicules ont été contrôlés pour le paiement de la taxe de circulation et 2 infractions ont été constatées.

En 2019, 493 véhicules ont été contrôlés pour le paiement de la taxe de circulation et 22 infractions ont été constatées.

En Région de Bruxelles-capitale, l'Administration Bruxelles Fiscalité a repris la taxe de mise en service et la taxe de circulation depuis le 1^{er} janvier 2020.

En Flandre, cette tâche est assurée par l'Administration fiscale flamande depuis le 1^{er} janvier 2011.

Et en Wallonie, depuis le 1^{er} janvier 2014, elle est assurée par la Direction générale opérationnelle de la fiscalité, qui fait partie du Service public de Wallonie.

TRANSPORTS RÉMUNÉRÉS DE MARCHANDISES

Quiconque effectue un transport de choses par route au moyen d'un véhicule doit disposer d'une licence de transport valable ou d'un document assimilé.

En 2021, 468 infractions relatives à la possession d'une licence de transport valable ont été constatées.

En 2020, 310 infractions relatives à la possession d'une licence de transport valable ont été constatées.

En 2019, 308 infractions relatives à la possession d'une licence de transport valable ont été constatées.

RÉGLEMENTATIONS DIVERSES EN MATIÈRE DE TRANSPORT DE MARCHANDISES

Ici les services douaniers contrôlent les documents suivants :

- certificat d'immatriculation ;
- temps de conduite et de repos ;
- assurance RC ;
- document de transport (CRM).

En 2021, 6.122 infractions à diverses réglementations en matière de transport de marchandises ont été constatées.

En 2020, 4.258 infractions aux différentes réglementations en matière de transport de marchandises ont été constatées.

En 2019, 6.935 infractions relatives à diverses réglementations en matière de transport de marchandises ont été constatées.

STUPÉFIANTS

En 2021, 173 infractions liées au transport de stupéfiants ont été constatées.

En 2020, 198 infractions liées au transport de stupéfiants ont été constatées.

En 2019, 246 infractions liées au transport de stupéfiants ont été constatées.

ACCISES

En 2021, 213 infractions relatives aux accises ont été constatées.

En 2020, 244 infractions relatives aux accises ont été constatées.

En 2019, 253 infractions relatives aux accises ont été constatées.

SAISIES DE DROGUES

COCAÏNE	90.238 kg
CANNABIS (MARIHUANA/HASCHICH)	12.579 kg
KHAT	11.005 kg
DROGUES SYNTHÉTIQUES (AMPHÉTAMINES/LSD/XTC, ETC.)	985 kg
HÉROÏNE ET AUTRES OPIACÉS (OPIUM/MORPHINE/MÉTHADONE, ETC.)	1.503 kg
NOUVELLES SUBSTANCES PSYCHOACTIVES	16 kg
AUTRES SORTES DE DROGUES (CHAMPIGNONS/PSILOCYBINE, ETC.)	5 kg

Quantité de drogue détectée par le team cynophile des douanes :

- 19.876 kg cocaïne
- 2.027 kg cannabis (marihuana/haschich)
- 1 kg drogues synthétiques (amphétamines/LSD/XTC, etc.)
- 0,4 kg héroïne et autres opiacés (opium/morphine/méthadone, etc.)

SAISIES DE CIGARETTES ILLÉGALES

En 2021, 38 sites ont été démantelés dans notre pays :

- 9 usines de fabrication de cigarettes
- 3 usines de tabac pour pipe à eau
- 1 site de coupe de tabac
- 25 entrepôts

En 2020, un total de 18 sites liés aux cigarettes illégales ont été démantelés dans notre pays.

En 2019, un total de 14 sites de cigarettes illégales ont été démantelés dans notre pays.

Cigarettes et tabac saisis

En 2021 : 279.499.069 pièces

En 2020 : 410.039.866 pièces

En 2019 : 174.711.555 pièces

Types de cigarettes saisies en 2021:

- 41 % cheap whites
- 57 % cigarettes de contrefaçon
- 2 % inconnu ou sous enquête

AMENDES PÉNALES RÉCUPÉRÉES PAR LA DOUANE

En 2021, 24,17 millions d'euros d'amendes pénales dans le domaine des douanes et accises et 2,51 millions d'euros concernant la TVA ont été infligées.

AUTHORISED ECONOMIC OPERATOR (AEO)

L'autorisation AEO (Authorised Economic Operator) est une autorisation délivrée par les douanes aux entreprises qui opèrent au niveau international. Elle leur offre des facilités dans le commerce international.

En 2021, 521 licences ont été délivrées, 17 licences ont été révoquées et 6 licences ont été suspendues.

En 2020, 513 licences ont été délivrées.

En 2019, 505 licences ont été délivrées.

CUSTOMS COMPETENCE CENTERS (3C)

Depuis 2019, les services douaniers soutiennent les *Customs Competence Centers* actifs et agréés AEO en Belgique via leur programme 3C.

Un organisme 3C (ou triple C) est l'entité au sein d'une entreprise qui est responsable du traitement et de la coordination de haute qualité des douanes et des questions connexes. À cet égard, la douane offre à ces 3C des connaissances, une expertise et des conseils, ainsi que des conseils non contraignants.

En 2021, il y avait 19 entreprises 3C dans notre pays.

En 2020, il y avait 14 entreprises 3C dans notre pays.

En 2019, il y avait 6 entreprises 3C dans notre pays.

RENSEIGNEMENTS TARIFAIRES CONTRAIGNANTS (RTC)

Un RTC est une décision des autorités douanières portant sur le classement tarifaire d'une marchandise. Ce classement est effectué dans une nomenclature douanière (Système harmonisé, Nomenclature combinée, TARIC, par exemple). Le RTC lie les autorités douanières de tous les Etats

membres de l'Union européenne pour le classement tarifaire d'une marchandise déterminée, et ce, pendant une période fixée.

[Plus d'informations sur les renseignements tarifaires contraignants \(RTC\) sur le site web du SPF Finances.](#)

Service Tarif	Nombre de RTC
Nombre de RTC livrés	437
Nombre de contingents tarifaires	62.335
Nombre de soumissions/décisions tarifaires	1.785
Nombre de demandes des informations à S.T. réponse dans un mois	1.564
Changements à Tarbel - Européen	108.651
Changements à Tarbel – National	6.139

LABORATOIRE DES DOUANES

Le laboratoire douanier du SPF Finances est situé à Vilvorde. Il procède à des analyses, à des recherches et à des expérimentations, en vue de l'application des lois et règlements. Les résultats de ces analyses sont déterminants pour la perception des droits à l'importation et pour la détermination de certaines restitutions. Les résultats d'analyse de certains produits déterminent le régime des droits d'accises. Le laboratoire détermine ainsi la bonne perception des impôts.

En outre, les enquêtes sont cruciales dans les affaires de marchandises illégales telles que les drogues et les précurseurs, les produits contrefaits, etc. Ce qui profite à la fois à la sécurité et à l'industrie traditionnelle.

Nombre d'échantillons de carburant prélevés sur la voie publique :

En 2021, 11.367 échantillons provenaient de contrôles sur la voie publique. En 2020, 6.305 échantillons et en 2019, 7.474 échantillons ont été prélevés.

Nombre d'échantillons relatifs aux importations et exportations de marchandises :

En 2021, 1.319 échantillons provenaient de l'importation et de l'exportation de marchandises. En 2020, 1.033 échantillons et en 2019, 1.568 échantillons ont été prélevés.

Nombre d'échantillons contenant des substances interdites suspectes (drogues, dopage, précurseurs) :

En 2021, 1.464 échantillons ont été suspectés de contenir des substances interdites (drogues, dopage, précurseurs), en 2020, 2.455 échantillons et en 2019, 1.452 échantillons.

CONTRÔLES

Contribuer à la prévention et à la lutte contre toutes les formes de fraude et d'infraction.

NOMBRE DE DÉCLARATIONS VÉRIFIÉES/VÉRIFICATIONS EFFECTUÉES ET MONTANT DES MAJORATIONS DE REVENUS/DE LA TVA MISE EN RECOUVREMENT

MATIÈRE FISCALE	NOMBRE DE DÉCLARATIONS VÉRIFIÉES	MONTANT DES MAJORATIONS DE REVENUS (EN €)
Impôt des personnes physiques	1.742.124	2.735.044.103
Impôt des sociétés	100.518	4.391.756.358
Impôt des personnes morales	20.456	5.153.255
Impôts des non-résidents-sociétés	3.870	85.392.799
Impôt des non-résidents – personnes physiques	113.509	351.680.076

MATIÈRE FISCALE	NOMBRE DE VÉRIFICATIONS EFFECTUÉES	MONTANT DE LA TVA MISE EN RECOUVREMENT (EN €)
TVA	167.076	1.073.733.196

Les majorations de revenus sont le résultat :

- de la modification des déclarations et
- des taxations d'office pour absence de déclaration.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS HORECA QUI UTILISENT LE SYSTÈME DE CAISSE ENREGISTREUSE

En 2014 : 299

En 2015: 7.834

En 2016 : 13.912

En 2017 : 18.014

En 2018 : 20.813

En 2019 : 24.016

En 2020 : 26.250

En 2021 : 28.010

[Plus d'informations sur le Système de Caisse Enregistreuse sur le site web de SCE.](#)

NOMBRE DE CONTRÔLES AVEC E-AUDIT

En 2019 : 11.650

En 2020 : 11.658

En 2021 : 22.031

Les contrôleurs des administrations générales de la Fiscalité et de l'Inspection spéciale des Impôts collaborent avec la division E-audit du Centre national de Recherches (CNR) dans les domaines de l'e-commerce, l'e-forensics...

Les e-auditeurs du CNR font de la surveillance, du profilage et de l'extraction de données sur Internet afin de permettre à nos contrôleurs de vérifier si les lois fiscales sont respectées.

POINT DE CONTACT CENTRAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (BNB)

51.911 : nombre de consultations du Point de contact central de la Banque nationale de Belgique.

Le « point de contact central des comptes et contrats financiers - Comptes étrangers » (PCC) est un registre contenant les numéros de comptes bancaires et les types de contrats détenus en Belgique auprès d'institutions financières par les personnes physiques et les personnes morales, résidentes et non-résidentes.

Toutes les institutions financières sont tenues de communiquer au PCC un certain nombre de données de leurs clients, ainsi que leurs comptes et leurs contrats. Les contribuables soumis à l'impôt des personnes physiques sont également tenus de déclarer eux-mêmes les comptes qu'ils détiennent à l'étranger.

En 2021, la Trésorerie a contrôlé 415 redevables d'informations. Parmi eux, 397 (96 %) étaient en ordre par rapport à leur obligation légale de communiquer des informations au PCC : soit ils avaient communiqué les informations, soit ils n'avaient pas d'informations à communiquer.

[Plus d'informations sur le point de contact central des comptes et contrats financiers sur le site web du SPF Finances.](#)

GEL DES AVOIRS TERRORISTES

268: Nombre des personnes figurant, par arrêté royal, sur la liste nationale de personnes et entités liées au terrorisme

L'inscription sur la liste nationale entraîne le gel de leurs fonds et ressources économiques. Cette mesure fait partie de la lutte contre le financement du terrorisme qui vise à prévenir d'éventuelles activités terroristes futures.

78.103,57 euros : Montant total des actifs gelés dans la lutte contre le terrorisme, correspondant à 301 comptes.

INSCRIPTION ET CONSULTATION AU REGISTRE UBO

92,58 % des sociétés belges (726.382) s'étaient inscrites au Registre UBO au 31 décembre 2021.

En 2021, le registre UBO a été consulté 3,75 millions de fois.

PERTES FISCALES ÉVITÉES GRÂCE AUX ACTIONS PRÉVENTIVES AU NIVEAU EUROPÉEN

En 2019 : 257 millions d'euros

En 2020: 281 millions d'euros

En 2021: 265 millions d'euros

Résultat d'une politique de détection précoce de fraude carrousel TVA, surtout grâce au système TNA (Transactional Network Analysis) développé par l'Inspection spéciale des impôts pour tous les pays de l'UE.

Il s'agit de la différence entre les pertes théoriques moyennes en Europe (part belge) et les pertes que nous avons réellement subies.

RÉSULTATS PAR AGENT DE L'INSPECTION SPÉCIALE DES IMPÔTS (ISI)

3.725.581 euros : montant enrôlé par agent

Pour le 14e fois en 17 ans, l'ISI a dépassé la limite de 1 milliard d'euros de taxations établies. Ainsi, la norme moyenne avancée par fonctionnaire a été atteinte.

543.248 euros : montant perçu par agent

Il s'agit du montant effectivement perçu ou apuré par fonctionnaire sur base des taxations établies par l'ISI.

SIMPLIFICATION ET AIDE

Un service et une aide sur mesure, notamment grâce à une digitalisation poussée.

FONCTIONNALITÉS DANS MYMINFIN

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE RÉCLAMATIONS INTRODUITES VIA MYMINFIN

2017	4.580
2018	8.400
2019	12.935
2020	25.955
2021	25.896

La légère diminution du nombre de réclamations introduites via MyMinfin entre 2020 et 2021 s'explique par la régionalisation du précompte immobilier à partir du 1^{er} janvier 2021.

NOMBRE DE DEMANDES DE PLAQUES COMMERCIALES INTRODUITES VIA MYMINFIN

Nombre de demandes de plaques commerciales introduites via MyMinfin : 10.093.

Depuis le 5 février 2021, les assujettis TVA peuvent demander une attestation pour plaque commerciale via MyMinfin. Nos collaborateurs y introduisent également les demandes reçues par courrier, e-mail, etc. afin que le contribuable puisse retrouver sa demande et en consulter l'historique.

[Plus d'informations sur l'attestation TVA pour plaques commerciales sur le site web du SPF Finances..](#)

NOMBRE DE DÉCLARATIONS INTRODUITES VIA MYMINFIN POUR BÉNÉFICIER DU TAUX DE TVA DE 6 % POUR LA DÉMOLITION ET LA RECONSTRUCTION D'UNE HABITATION

FORMULAIRE	NOMBRE DE DÉCLARATIONS INTRODUITES
FORMULAIRE 111.1	3.483
FORMULAIRE 111.2	114
FORMULAIRE 111.3	12.571
FORMULAIRE 111.4	494

Depuis 2021, les particuliers et professionnels qui démolissent un bâtiment et reconstruisent un logement doivent rentrer le formulaire pour l'application du taux réduit de TVA de 6 % via MyMinfin. Ils peuvent y consulter l'accusé de réception.

[Plus d'informations sur le taux réduit de TVA pour la démolition et reconstruction sur le site web du SPF Finances.](#)

NOMBRE DE DÉCLARATIONS DE DISPOSITIFS TRANSFRONTIÈRES DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE DÉCLARATION (MDR-DAC6) INTRODUITES VIA MYMINFIN

Nombre de déclarations de dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (MDR-DAC6) introduites via MyMinfin : 763.

Les intermédiaires et les contribuables concernés sont tenus de communiquer à l'autorité compétente des informations concernant certains dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ([Plus d'informations sur les directives MDR-DAC6 sur le site web du SPF Finances.](#) Le SPF Finances échange ensuite ces renseignements avec les autres États membres de l'Union européenne.

[Plus d'informations sur Mandatory Disclosure Rules \(MDR\) sur le site web du SPF Finances.](#)

NOMBRE DE PAIEMENTS EFFECTUÉS VIA MYMINFIN

2019	11.713
2020	45.218
2021	94.801

Au total, on constate une augmentation de 207 % d'e-payments entre 2020 et 2021.

De plus en plus de citoyens et sociétés effectuent leurs paiements au SPF Finances via la plateforme MyMinfin. La crise du coronavirus n'a fait qu'accélérer cette évolution.

NOMBRE DE PLANS DE PAIEMENT DEMANDÉS VIA MYMINFIN

111.715 plans de paiement ont été demandés via MyMinfin (e-PaymentPlan) dont 52.662 ont été accordés automatiquement via la plateforme.

NOMBRE DE MODIFICATIONS DE NUMÉRO DE COMPTE EFFECTUÉES VIA MYMINFIN

412.985 modifications de numéro de compte ont été effectuées via MyMinfin en 2021, ce qui représente 22,93 % d'augmentation.

POURCENTAGE D'EXTRAITS CADASTRAUX DEMANDÉS VIA MYMINFIN

2017	0
2018	4,5
2019	71,8
2020	82,3
2021	86,7

86,7 % d'extraits du registre cadastral ont été demandés via MyMinfin en 2021.

AUTRES E-SERVICES

NOMBRE DE DÉCLARATIONS PAPIER ET ÉLECTRONIQUES PAR TYPE D'IMPÔT/TAXE

Type d'impôt/taxe	Nombre en papier	Nombre électronique
IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES	333.950	2.759.394
IMPÔT DES SOCIÉTÉS	93	437.187
IMPÔT DES PERSONNES MORALES	232	70.788
IMPÔT DES NON-RÉSIDENTS - SOCIÉTÉS	383	5.186
IMPÔT DES NON-RÉSIDENTS - PERSONNES PHYSIQUES	46.624	48.766
TVA	20.888	3.922.990

[Plus d'informations sur la Gestion et la prestation de service sur le site web du SPF Finances.](#)

NOMBRE DE FORMULAIRES E604 INTRODUICTS EN LIGNE

DEMANDE D'IDENTIFICATION À LA TVA (E604A)	49.043
DÉCLARATION DE CESSATION D'ACTIVITÉ (E604C)	20.594
DÉCLARATION MODIFICATIVE D'UNE IDENTIFICATION À LA TVA (E604B)	18.760

Depuis le 12 juillet 2021, les assujettis (ou leur mandataire) doivent rentrer par voie électronique leur déclaration de commencement, modification ou cessation d'activité TVA, respectivement un formulaire 604A, 604B ou 604C. Pour cela, ils doivent utiliser l'application e604. Les guichets d'entreprises utilisent déjà l'application e604 depuis plusieurs années.

[Plus d'informations sur le début, la modification et le fin d'activité TVA sur le site web du SPF Finances.](#)

NOMBRE D'ENREGISTREMENTS DANS LE GUICHET UNIQUE ONE STOP SHOP (OSS)

Type d'enregistrement	2019	2020	2021
Régime de l'Union	466	453	2.590
Régime NON-Union	4	4	9
Régime d'importation	Non applicable	Non applicable	117
Total	470	457	2.716

Toutes les entreprises belges qui livrent des biens ou offrent des services à des clients particuliers dans l'Union européenne doivent en principe, depuis le 1^{er} juillet 2021, acquitter la TVA dans l'État membre d'arrivée des biens ou des services.

Depuis cette date, le Mini One Stop Shop (MOSS) a été transformé en guichet unique One Stop Shop (OSS) et a été étendu à toutes les ventes à distance et à l'importation.

[Plus d'informations sur le guichet unique OSS sur le site web du SPF Finances.](#)

NOMBRE DE SAISIES SIMPLIFIÉES (ET DÉNONCIATIONS) TRAITÉES VIA E-SIGN

348.942 saisies simplifiées (et dénonciations) traitées via e-Sign, soit une augmentation de 272 %

Depuis le 1 septembre 2020, les lettres recommandées sont envoyées de manière numérique et signées électroniquement via e-Sign. Cela représente un gain de temps important et possède la même valeur juridique que la version papier.

La saisie simplifiée est une poursuite effectuée envers des tiers afin de saisir les montants et/ou biens qui appartiennent ou reviennent au débiteur, sans l'intervention d'un huissier.

POURCENTAGE DES CONTRATS DE BAIL PRÉSENTÉS ÉLECTRONIQUEMENT À L'ENREGISTREMENT VIA MYRENT

2017	45,3 %
2018	55,6 %
2019	63,4 %
2020	81,3 %
2021	90,9 %

NOTIFICATIONS ÉLECTRONIQUES ENVOYÉES AUX NOTAIRES VIA L'APPLICATION E-NOTARIAT

101.685 notifications électroniques envoyées aux notaires via l'application e-Notariat

L'application e-Notariat, mise en production au cours du mois d'août 2020, permet l'échange numérique de données entre les notaires et le SPF Finances. Il s'agit d'une contribution importante à la réalisation de notre objectif de digitalisation et de travail « paperless ».

CERTIFICATS HYPOTHÉCAIRES DEMANDÉS VIA SELF SERVICE NOTARIAT

74,7 % de certificats hypothécaires demandés via Self Service Notariat

AIDE AUX CONTRIBUABLES

TÉLÉPHONIE CENTRALISÉE (CONTACT CENTER) : NOMBRE DE QUESTIONS REÇUES PAR TÉLÉPHONE ET PAR E-MAIL

Contact center : nombre de questions reçues par téléphone et par e-mail

2019	2.358.355
2020	2.601.565
2021	3.367.567

Les questions les plus fréquemment posées concernaient l'impôt des personnes physiques, les demandes de plan de paiement et d'attestations.

Cela inclut également les rendez-vous téléphoniques pour obtenir de l'aide pour remplir la déclaration d'impôts.

AIDE TÉLÉPHONIQUE POUR LE REMPLISSAGE DE LA DÉCLARATION D'IMPÔT EN 2021

Pour l'impôt des personnes physiques

Nombre de rendez-vous fixés : 271.578

Nombre de déclarations remplies avec l'aide téléphonique de nos collaborateurs : 294.381

À la suite de la crise du coronavirus, nous avons dû adapter notre approche pour aider les citoyens à remplir leur déclaration d'impôt tout en respectant les mesures sanitaires en vigueur. Nous avons donc proposé une aide téléphonique sur rendez-vous en 2020 et 2021. En septembre 2021, nous avons également organisé 717 rendez-vous physiques sur place pour les citoyens qui n'étaient en principe pas en mesure de le faire par téléphone.

Nos collaborateurs ont parfois également complété les déclarations de citoyens qui ont téléphoné pour une question spécifique sans avoir pris rendez-vous. Cela explique la différence entre le nombre de rendez-vous et le nombre de déclarations remplies avec l'aide de nos collaborateurs.

Pour l'impôt des non-résidents -personnes physiques :

Nombre de rendez-vous fixés : 8.126

Nombre de déclarations remplies avec l'aide téléphonique de nos collaborateurs : 8.297

À la suite de la crise du coronavirus, nous avons dû adapter notre approche pour aider les non-résidents à remplir leur déclaration d'impôt tout en respectant les mesures sanitaires en vigueur. Nous avons donc proposé une aide téléphonique sur rendez-vous en 2020 et 2021. Nous avons également organisé 221 rendez-vous physiques sur place pour les non-résidents qui n'étaient en principe pas en mesure de le faire par téléphone.

Nos collaborateurs ont parfois également complété les déclarations de non-résidents qui ont téléphoné pour une question spécifique sans avoir pris rendez-vous. Cela explique la différence entre le nombre de rendez-vous et le nombre de déclarations remplies avec l'aide de nos collaborateurs.

NOMBRE DE PLANS DE PAIEMENT ACCORDÉS DANS LE CADRE DES MESURES DE SOUTIEN POUR LES VICTIMES DES INONDATIONS EN WALLONIE

293 plans de paiement accordés avec des facilités dans le cadre des mesures de soutien pour les victimes des inondations en Wallonie (juillet 2021).

NOMBRE DE CONTRIBUABLES EN DIFFICULTÉ DE PAIEMENT CONTACTÉS PROACTIVEMENT PAR L'ADMINISTRATION

2.386 contribuables en difficulté de paiement ont été contactés proactivement par l'administration.

Dans le cadre du projet REACH-OUT, le SPF Finances contacte de manière proactive des particuliers qui ont eu des difficultés, par le passé, à rembourser leur impôt pour les personnes physiques. Ensemble, ils recherchent la meilleure solution.

Grâce à cette assistance téléphonique, le SPF Finances a constaté une augmentation de 34 % des cas résolus au sein de ce groupe cible en difficulté ; cas qui n'ont pas donné lieu à d'autres procédures de recouvrement par la suite.

NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET JUGÉES RECEVABLES

Plaintes reçues

2018	3.378
2019	4.512
2020	5.366
2021	8.314

Plaintes traitées

2018	3.077
2019	4.752
2020	5.558
2021	8.269

Plaintes jugées recevables

2018	1.571
2019	2.153
2020	2.769
2021	3.728

Pour être recevable, une plainte doit relever de la compétence du SPF Finances et concerner l'un des domaines suivants : l'information, l'accueil ou l'efficacité.